

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

(Division des services essentiels)

Dossier : AM-2001-4296
Cas : CM-2015-4699

Montréal, le 9 juillet 2015

DEVANT LA COMMISSAIRE : Judith Lapointe, juge administrative

CHSLD Age3 inc.

Employeur

c.

APTS – Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux

Association accréditée

DÉCISION

[1] Le 30 juin 2015, la Commission reçoit une entente de services essentiels que les parties proposent de maintenir en cas de grève dans un établissement qui exploite un ou des centres d'hébergement et de soins de longue durée, visés par l'article 111.10 du *Code du travail*, RLRQ, c. C-27, (le **Code**),

[2] L'association accréditée représente :

« **Toutes les salariées et tous les salariés de la catégorie des techniciens et des professionnels de la santé et des services sociaux.** »

[3] Conformément aux articles 111.10.4 et 111.10.5 du Code, il appartient à la Commission de procéder à l'évaluation de la suffisance des services et d'y apporter les

modifications et les précisions qu'elle juge appropriées avant de l'approuver au regard des dispositions du Code.

[4] La Commission rappelle aux parties que les dispositions suivantes font partie intégrante de l'entente :

- Le fonctionnement normal des unités de soins intensifs et d'urgence sera assuré en tout temps, le cas échéant.
- Le libre accès d'une personne aux services de l'établissement sera assuré en tout temps, incluant les fournisseurs.
- Tous les salariés habituellement en fonction pendant un quart de travail doivent être présents et accomplir leur travail dans une proportion conforme aux pourcentages établis à l'article 111.10 du Code.
- Dans chaque unité de soins ou catégorie de services, les salariés devront exercer leur temps de grève à tour de rôle, lorsqu'il y a plus d'un salarié, de manière à assurer la continuité des soins et des services aux usagers.
- Dans le cas où un salarié est seul dans son titre d'emploi, ce dernier ne doit pas interrompre la continuité des soins et des services. L'exercice de son droit de grève n'est possible que si les conditions de travail habituelles lui permettent de quitter son poste de travail. À défaut, il doit exercer son droit de grève en demeurant présent sur les lieux de travail et il doit alors cesser la grève si une situation particulière nécessite son intervention immédiate.
- L'employeur fournit à l'association accréditée qui en fait la demande les informations nécessaires à la préparation des horaires de travail des salariés visés.
- Lors d'une situation exceptionnelle ou urgente, l'association accréditée négociera rapidement avec l'employeur et fournira le nombre de salariés désignés pour répondre à la situation.
- Afin de voir à l'application des services essentiels, les parties désigneront chacune une ou des personnes responsables des communications ainsi que les moyens mis en place pour assurer ces dernières.
- Advenant des problèmes d'application des services essentiels, les parties doivent en discuter afin de trouver une solution. À défaut, la Commission doit en être avisée pour qu'elle puisse fournir l'aide nécessaire.
- L'entente est valide pour toute période de grève jusqu'à la signature d'une convention collective ou de ce qui en tient lieu, sous réserve des pouvoirs de la Commission de la modifier.

[5] Après examen de l'entente et compte tenu des modifications et précisions apportées, le cas échéant, la Commission conclut que cette dernière est conforme au Code.

EN CONSÉQUENCE, la Commission des relations du travail

DÉCLARE que les services essentiels à maintenir pendant une grève sont ceux énumérés à l'entente ci-annexée, incluant les modifications et les précisions apportées par la présente décision, le cas échéant;

DÉCLARE suffisants les services essentiels qui y sont prévus;

RAPPELLE que nul ne peut déroger à une entente approuvée par la Commission.

Judith Lapointe

M^{me} Annie Massarelli
Représentante de l'employeur

M^{me} Nadine Leclerc
Représentante de l'association accréditée

JL/np

AM-2001-4296 / CM-2015-4699

Normand



**SERVICES ESSENTIELS À MAINTENIR
EN CAS DE GRÈVE
(ARTICLES 111.10 et 111.10.3 DU CODE DU TRAVAIL)**

LISTE SYNDICALE

Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux

et

CHSLD Age3 Inc.

1. IDENTIFICATION DES PARTIES

Employeur

CHSLD Age3 Inc.

Région administrative : 13

Nombre d'installations visées : 1

- 1. CHSLD Age3 Inc.**
4410, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval, Québec, H7T 1C3

Association accréditée

Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux

Accréditation numéro

AM-2001-4296

Catégorie de personnes – Groupe 4 : techniciens et professionnels de la santé et des services sociaux

AM-2001-4296 / CM-2015-4699

2. SERVICES ESSENTIELS A MAINTENIR

Installation visée	Mission et pourcentage
1. CHSLD Age3 Inc.	90 %

Autres dispositions

3. Lors d'une grève, l'association accréditée s'engage à maintenir, par quart de travail 100% des personnes salariées qui seraient habituellement en fonction lors de cette période. Dans son unité de soins ou sa catégorie de service, chaque personne salariée travaillera durant le pourcentage de temps requis selon les différentes missions susmentionnées. Ainsi, selon son lieu de travail, chaque personne salariée travaillera 90% de son temps normalement travaillé.

Le temps de grève s'exercera à tour de rôle, de manière à assurer la continuité des soins et des services.
4. Une personne salariée accomplissant seule les fonctions de son titre d'emploi ne doit pas interrompre la continuité des soins et des services. L'exercice de son temps de grève n'est possible que si ses conditions de travail habituelles lui permettent de quitter son poste de travail.
5. L'employeur fournit à l'association accréditée qui en fait la demande, les informations relatives aux horaires de travail des personnes salariées visées.
6. Le temps de grève s'établit en fonction des horaires normaux de travail des personnes salariées habituellement affectées dans chacun des services et dans chacune des unités de soins.

Dans la mesure où le syndicat a les informations sur les horaires de travail en temps requis, il s'engage à fournir à l'employeur 24 heures avant le début de la grève, une liste pour chacun des services concernés et par quart de travail, indiquant le moment et la durée de grève prévus pour chaque personne salariée qui doit faire la grève. L'horaire de grève sera conçu de manière à respecter les pourcentages requis et l'exercice de la grève se fera à tour de rôle afin d'assurer la continuité des soins et des services. Cette liste demeurera en vigueur tant et aussi longtemps que le syndicat ne transmettra pas à l'employeur, à la suite de modifications que ce dernier pourrait apporter à l'horaire de travail, une liste révisée comportant les mêmes particularités.
7. Le fonctionnement normal des unités de soins intensifs et d'urgence sera assuré, le cas échéant.
8. Le libre accès d'une personne aux services de l'établissement sera assuré, incluant les fournisseurs.
9. En cas de situation exceptionnelle ou urgente, l'association accréditée s'engage, d'une part, à négocier rapidement avec l'employeur le nombre de personne salariée et, d'autre part, à fournir les personnes salariées désignés pour répondre à la situation.
10. Afin de voir à l'application des services essentiels, l'association accréditée ou chacune des parties (s'il s'agit d'une entente), désignera une ou des personnes responsables des communications ainsi que les moyens mis en place pour assurer ces communications.

AM-2001-4296 / CM-2015-4699

11. Sur demande de l'une ou l'autre des parties, celles-ci se réuniront pour résoudre tout problème découlant de l'application de la présente entente ou dans le cas d'une liste, l'association accréditée en discutera avec l'employeur pour trouver une solution. À défaut, l'une ou l'autre des parties avise la Commission afin que celle-ci puisse fournir l'aide nécessaire.
12. Le présent document est valide pour toute période de grève jusqu'à la signature d'une convention collective ou de ce qui en tient lieu, sous réserve des pouvoirs de la Commission de le modifier.
13. Le syndicat reconnaît avoir transmis la liste de services essentiels et les annexes, le cas échéant, à l'employeur et lui avoir offert de négocier une entente de services essentiels à maintenir en cas de grève.

SIGNATURE(S) :

Annie Massarelli
PARTIE PATRONALE
ANNIE MASSARELLI

Nadine Leclerc

Partie syndicale

(signature)

Nadine Leclerc

Date: 22 Juin 2015

Date : 31 mars 2015

450-687-7714 POSTE 258
ANNIE.MASSARELLI@AGE-3.COM

Téléphone (450) 670-2411 poste 3101
Courriel nleclerc@aptsq.com

AM-2001-4296 / CM-2015-4699

Date : Le 30 juin 2015Nombre de pages (celle-ci comprise) : 16

TÉLÉCOPIE

À l'attention de : _____

Mme Micheline BoisvertCommission des relations du travailDirection régionale de l'Ouest du QuébecTélécopieur : 514-873-3112

De : _____

Valérie LepagePour Étienne Morin, coordonnateur aux
relations de travailLongueuil (siège social) Québec

Bonjour,

Veuillez trouver ci-joint des ententes de services essentiels.

2^e envoi
CHSLD Age 3 inc.

Valérie Lepage

Équipe libérée pour les négociations

1 (866) 521-2411 poste 3143

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Le présent message et les documents qui l'accompagnent peuvent contenir des informations confidentielles ou privilégiées à l'intention exclusive du destinataire désigné. Sa lecture, sa distribution ou copie par toute autre personne est strictement interdite. Si vous avez reçu cette communication par erreur, veuillez nous en avvertir immédiatement par téléphone, à nos frais, et nous retourner le message original à l'adresse ci-dessous mentionnée.

Siège Social 1111, rue St-Charles Ouest, bureau 1050, Longueuil (Québec) J4K 5G4 /Tél. : 450 670-2411 + 1 866 521-2411 /Télec. : 450 679-0107 + 1 866 480-0086
Bureau de Québec 1305, boul. Lebourgneuf, bureau 200, Québec (Québec) G2K 2E4 /Tél. : 418 622-2541 + 1 800 463-4617 /Télec. : 418 622-0274 + 1 866 704-0274

Info@aptsq.com